

Le Courriel d information

n°172 – Vendredi 29 septembre 2000.

RESULTATS

Dans ce numéro

1- Une délégation de manifestants reçue à la Banque mondiale
2- Prague (Israël)
3- Prague (en brèves)
4- Prague (en solidarité)
5- Brèves d OMC
6- Le FMI et la Banque Mondiale sur le point d annoncer l amélioration du programme de la dette.
7- Vous avez rendez-vous avec ATTAC

En bref...

1- Une délégation de manifestants reçue à la Banque mondiale. Le rassemblement à Paris a permis à ce que cinq représentants des manifestants soient reçus pour un entretien d une heure à la Banque mondiale.
2- Prague (Israël). Une manifestation en Israël qui s ajoute aux différentes mobilisations internationales du 26 septembre
3- Prague (en brève). Les médias ont mis l accent uniquement sur les violences que nous condamnons dans un sens comme dans l autre. Vous trouverez ici une suite de brèves qui rendent comptent des différentes journées de mobilisation.
4- Prague (en solidarité). Un rassemblement a eu lieu en France et dans d autres pays devant l ambassade tchèque en solidarité avec les 500 personnes interpellées à Prague.
5- Brèves d OMC. A retenir surtout les conditions d un redémarrage d un cycle de négociations et les problèmes de l entrée de la Chine dans l OMC.
6- Le FMI et la Banque mondiale sur le point d annoncer l amélioration du programme de la dette. Quelques avancées dues aux mobilisations des réseaux Jubilé et beaucoup d effets d annonce.

Une délégation de manifestants reçue à la Banque mondiale

A Prague, à Paris : coup d arrêt au FMI et à la Banque mondiale !

Une délégation de manifestants reçue à la Banque mondiale

A l Issue de la manifestation unitaire du mardi 26 septembre à Paris devant le siège de la Banque mondiale et du FMI, une délégation a été reçue par des responsables de la Banque mondiale. Cette délégation était composée de Annick Coupé, (Groupe des dix solidaires), Susan George (Attac), Annick Jeantet (Agir ici), Philippe Detrez (Cgt) et Pierre Tartakowsky (Attac.) La délégation a réaffirmé la demande portée par les manifestants de Prague et de Paris d annuler la dette des pays pauvres; elle est revenue sur les conséquences catastrophiques des plans d ajustement structurels et leur effroyable coût humain.

Les représentants de la Banque mondiale, en charge des « relations avec la société civile » ont essentiellement développé l argumentation défendue par M. Wolfensohn à Prague : la Banque aurait radicalement changé « nous avons opéré une révolution copernicienne ». Constatant que « la croissance ne suffira pas à réduire la pauvreté, le modèle de développement macro-économique n est plus la solution unique », « l annulation de la dette doit profiter réellement aux pauvres » et le tout à l avenant.



La délégation a tout d abord relevé l absence de représentants du FMI, absence qui relativisait considérablement les propos tenus ; soulignant que les promesses de changement de la Banque ne datent pas d hier, la délégation a relevé que ces discours n étaient pas vérifiés sur le terrain. Elle a réaffirmé le besoin d un acte fort et de rupture avec les politiques suivies, à savoir l annulation de la dette, et assuré les représentants de la Banque que les organisations entendaient poursuivre les mobilisations jusqu à ce que cet objectif soit pleinement atteint.

Contact Presse : Annick Jeantet, Agir ici : agirici@globenet.org - Pierre Tartakowski, Attac : attac@attac.org

Une déclaration des ONG à Prague a été publiée (elle est actuellement en traduction et devrait être publiée la semaine prochaine dans le Courriel) dans le n°50 de notre « Newsletter »). Elle est pour le moment signée par Focus on the Global South - Thailand / Initiative Against Economic Globalization (INPEG) - Czech Republic / 50 Years Is Enough Network - USA / EuroMarches Against Unemployment - Austria / ATTAC France / Jubilee 2000 South Africa/Jubilee South - South Africa / Center for Economic & Policy Research - USA / Rights Action - USA / National Free Union of Students - Germany / Zashita Trade Union - Alternativy Association - Russia

Prague (Israël)

Outre les différentes manifestations dont nous faisions état dans notre numéro de mardi, nous avons reçu le compte rendu d une manifestation qui a réuni 2000 manifestants à Tel Aviv le 26 septembre en solidarité avec les manifestations de Prague.

Cette manifestation unitaire (26 organisations appelantes) a été organisée par la « Coalition contre la mondialisation » entre autre animé par les mouvements Histadrut et Hadash. Celle-ci faisait suite à u séminaire sur « la mondialisation et le capitalisme » organisé la semaine dernière qui réunissait 200 militants syndicaux et associatifs. La manifestation a compté parmi les participants 4 députés israëliens et la présence de l organisation « Rabins pour les droits de la personne humaine ».

Prague (en brèves)

1) Depuis une semaine, la police tchèque a refoulé à la frontière systématiquement des personnes considérées comme indésirables (selon les chiffres que le ministère a rendus public le 24 sept, environ 300 personnes se sont vus refuser l'entrée du territoire);

2) par ailleurs, les visas n'ont pas été accordés aux citoyens russes ainsi qu'à d'autres citoyens d'Europe de l'Est qui désiraient se rendre à Prague;

3) le contre sommet organisé par INPEG les 23 et 24 sept a remporté un grand succès de participation: des centaines de jeunes tchèques (en majorité, entre 18 et 25 ans) ont participé à des débats passionnants sur les enjeux de la mondialisation;

4) des milliers des jeunes manifestants venus de toute l'Europe se sont donnés rendez-vous les du 22 au 25 dans un centre de convergence où ils ont réalisé les préparatifs de leur manifestation de ce 26 septembre;

5) au dialogue "convoqué" par Vaclav Havel, on a pu constater la faiblesse de la ligne de défense du président de la Bm et du directeur du FMI. Participaient au panel de débat: trois représentants des mouvements sociaux: Walden Bello (Focus on Global South, Bangkok), Catherina Leschkova (association citoyenne NESEHNUTI, Brno) et Ann Pettiffor (Jubilee 2000, Grande Bretagne); Georges Soros (qu'on ne présente plus); James Wolfenson (prés. Bm); Horst Kolher (dir. gén. FMI) et le ministre des finances de l'Afrique du Sud, Trevor Manuel. Le débat était présidé par Madame Robinson, haut commissaire des Nations Unies pour les Droits de l'Homme;

6) la Bm et le FMI n'ont en rien accompli leur promesse d'annulation de la dette des pays les plus pauvres et elles poursuivent sans relâche l'application de politiques d'ajustement (rebaptisées "Cadre stratégique de lutte contre la pauvreté").

Denise Comanne et Eric Toussaint
Comité pour l'Annulation de la Dette du Tiers Monde cadtm@skynet.be

La manif du S26 à Pragueau fur et à mesure d'après le site http://prague.indymedia.org [traduction Phébus pour A-Infos]

Mise à jour 13:20: Rapports de violence policière massive sous le pont qui mène au centre des congrès. Des gaz, des spray, des


attac

canons à eau et d'autre armes sont utilisés contre des gens qui marchent vers le centre des congrès depuis la vallée. Plusieurs personnes ont été blessés à la tête. Un témoins rapporte que des centaines de canisse de gaz lacrymo ont été tiré.

Mise à jour 13:45: Ya Basta [les autonomes italiens] pousse fort contre les lignes policières sur le pont qui mène au centre des congrès.

Mise à jour 14:00: La BBC rapporte que des policiers ont pris feu à cause de tirs de cocktails molotovs.

Mise à jour 14:41: Des rapports de larges clashs avec la police continuent d'arriver de partout en ville.

Mise à jour 15:27: Des rapports disant que le blocage du pont nord est en train de se diviser sont en train d'arriver. Un groupe va vers le nord (en direction de la ville) l'autre va peut-être essayer de joindre les autres marches.

Mise à jour 15:27: Nouvelles du blocage du sud : on a tenté de briser la barricade avec des canons à eau et des gaz lacrymo. Un tank a également tenté de briser le blocage. Le blocage tient toujours le coup, même s'il a reculé de 100 mètres. La police a essayé de forcer le blocage et de le détruire mais la situation semble se calmer. Pas de blessé rapporté.

Mise à jour 16:06: La vallée du coté nord est toujours très tendue. La police tente de forcer les manifestantEs à quitter les lieux.

Mise à jour 16:30: Tous les métros ont été fermés à Prague.

Mise à jour 17:10: Les manifestantEs ont défoncés les lignes policières autour du centre des congrès. Plus de 500 sont directement à la porte du centre.

Mise à jour 17:14: Des voitures ont été renversées et utilisées pour construire des barricades. Les flics opèrent une retraite. Les chiens ont été lâchés. Les manifestantEs se déplacent vers le côté est du centre des congrès.

Mise à jour 17:19: Des rapports continuent d'indiquer que des manifestantEs sont à quelques mètres du centre des congrès.

Mise à jour 17:30: Les gens sont brutalement matraqués en dehors du centre des congrès par la police. Des rapports non-confirmés suggèrent que les manifestantEs ont peut-être pénétré dans le centre des congrès et dans un hôtel voisin.

Mise à jour 17:52: Nouvelles de la section « rose » (principalement des allemands, des espagnols, des français et des américains). Ils ont atteint le centre des congrès par derrière. Il semble que le centre soit encerclé. Pendant ce temps, à une des entrées du pont, des centaines de militantEs grecs ont joint le bloc turc pour affronter la police. Un miracle à Prague : les grecs et les turcs ensembles.

Mise à jour 18:01 : Des rapports confirmés au cellulaire avec la radio indymedia indiquent que la ligne policière a été défoncé et que des partie du centre des congrès sont occupées.

Mise à jour 18:17 : La police à durement chargé les sections roses et bleues qui avaient réussi à entrer dans la zone du centre des congrès entrant presqu'en contact avec les délégués du FMI. La police c'est tenu calme un instant quand seulement un escalier séparait les manifestantEs du balcon des délégués. Ensuite la police anti-émeute, auparavant déployée sur le pont, a chargé les manifestantEs. Nous ne savons pas si personne n'est blessé mais les gens furent sévèrement battus. Notre reporter a du interrompre son appel à cause de la charge policière.

Mise à jour 18:43 : La section « bleue » grossi. Ils ont essayés de bloquer la trac de chemin de fer souterraine - utilisé par les délégués du FMI pour quitter le centre des congrès - mais la police a réussi à les stopper. Pendant ce temps, les « blancs » sont de retour dans le square où la manif a commencé ce matin.

Mise à jour 18:43 : Des rapports d'arrestations de masse ont commencés.

Mise à jour 19:39 : Les délégués du FMI vont au Square Opéra où un gros party les attend mais 3 000 manifestantEs sont déjà dans le square et beaucoup plus les joignent tandis que des blocages de rues ont été mis en place pour empêcher la police d'entrer dans le square. Des milliers de gens se rassemblent dans le square.

Mise à jour 19:42 : Les manifestantEs ont apparemment quitter le centre des congrès en même temps que les délégués du FMI.

Mise à jour 19:50 : L'Opéra est cancellée à cause de « circonstance non-prévue ». Nous avons des rapports non-confirmés que le groupe



Ya Basta tient toujours le pont qui mène au centre des congrès. Les derniers rapports indiquent qu'ils n'y seraient plus.

Mise à jour 20:07 : Le Mc Donalds à la station de métro du Musée aurait apparemment eu ces vitres détruites. La police s'y dirige.

Mise à jour 20:55 : La police utilise des gaz lacrymo sur à peu près 300 manifestantEs dans la station de métro Musée.

Mise à jour 20:55 : Un appel au rassemblement à la station de police Soukalova est lancé pour savoir qui a été arrêté. Nous avons des rapports d'arrêtés avec des os cassés.

Mise à jour de 21:15 : Après avoir dispersé des quantités massives de gaz lacrymo dans la zone de la Station de métro Musée, plus de 1000 policiers s'y dirigent. Trois arrestations ont été rapportées.

Mise à jour 21:35 : Au moins quatre stations de métro sont maintenant fermées à Prague : Staromestska, Mustek, Musée, Namesti Miru. I.P. Pavlova et Vysehrad pourrait également être fermées.

Mise à jour 22:14 : Ont rapport plus de 500 arrestations dans la dernière heure.

Prague (en solidarité)

Répression à Prague : manifestation devant l'ambassade Tchèque ce jeudi 28 septembre entre 17 et 18 heures pour exiger la libération immédiate de nos camarades retenus par les autorités Tchèques

Nous revenons de Prague où nous avons participé à la manifestation contre le FMI et la Banque Mondiale, laissant derrière nous plusieurs centaines de

militants d'une quinzaine de pays, dont au moins cinq compagnons français (Jean-Philippe Joseph, Xavier Nouhlianne,Cédric Bertaud, Pascal Luneau, Abel Durand), emprisonnés pour avoir participé à un "sit in" pacifique :

Ils sont actuellement dans un camp de détention (réservé habituellement aux sans-papiers !) avant d'être transférés dans un autre camp à Pilzen en vue d'une expulsion du territoire tchèque. Les peines encourues peuvent aller jusqu'à six mois d'emprisonnement.

Cette répression disproportionnée qui va en s'accentuant au fur et à mesure que les mobilisations internationales s'élargissent ne peut rester sans réaction.

Nous appelons à un rassemblement devant l'ambassade de la République tchèque ce jeudi 28 septembre, jour de la fête nationale de ce pays.

A partir de 17 heures 15 Avenue Charles Floquet - 75007 Paris Métro la Motte Picquet Grenelle

Des rassemblements ont également lieu en même temps devant les Ambassades de République Thèque en Belgique, en Italie, en Espagne et devant l'Ambassade de France à Prague.

Contact : 01 42 58 82 18 / 19

Coordination pour un Contrôle Citoyen de l'OMC - Droits Devant ! – Ecoropa - Institut pour la Relocalisation de l'Economie – Rasta
droits-devant@globenet.org

Brèves d'OMC

Quand « l'équivalence » peut devenir mortelle

Le panel de l'ORD de l'OMC a donné raison à la France dans son interdiction de l'amiante chrysotile, déboutant le Canada qui a décidé de faire appel, argumentant sur le fait que le devoir de l'OMC était de déterminer si l'Interdiction était compatible avec les accords commerciaux multilatéraux et non pas de juger de l'Innocuité du produit pour la santé. C'est néanmoins la première fois que l'ORD soutient les arguments qui lui sont présentés pour assurer la défense et la sauvegarde de la santé publique.

Les groupes environnementaux ont quand même émis quelques critiques sur le règlement de ce litige. En effet, bien que l'ORD ait finalement jugé que la France avait des raisons de maintenir son interdiction selon l'art.XX(b) du GATT (la mesure est "nécessaire pour la protection de la santé humaine") et que, n'étant pas une règle technique, cette interdiction ne pouvait tomber sous le coup de l'Art.2 des Barrières Techniques au Commerce (TBT), comme le prétendait le Canada, il a néanmoins indiqué que la France avait violé les règles de l'OMC en tant que mesure discriminatoire à l'amiante canadien, qu'il estime être un produit "équivalent" à des ersatz domestiques présentant une plus grande sécurité. C'est cet aspect de produit "équivalent" qui a entraîné les



groupes environnementaux à décrier la position de l OMC, qui "fait ce qu il faut pour de mauvaises raisons " et qui établit un précédent dangereux en ne faisant pas la distinction entre produits toxiques et non-toxiques. " Comment peut-on déclarer qu un produit qui est dangereux et un qui ne l est pas sont les mêmes ? On peut dire, généralement parlant, que ce règlement sur l amiante représente un progrès mais pas mal de points de contestation ayant trait aux règles de l OMC et de l ORD restent sans solution " selon le représentant d une ONG.

Dans son rapport 2000 sur le Commerce et le Développement, la CNUCED estime que les chances pour les PVD d atteindre un développement substantiel du revenu par tête continuent d être menacées par la contrainte extérieure (essentiellement l hyperconcentration des articles d exportation par rapport aux autres pays concurrents sur les marchés extérieurs)

Les rapports de la Chine avec l OMC

Les autorités chinoises du commerce ont annoncé qu il ne serait pas possible à la Chine de se conformer à l échéance prévue pour mettre son régime de propriété intellectuelle en conformité avec l Accord TRIPs de l OMC. En ce qui concerne le secteur des services, les licences pour exercer en Chine promises aux Sociétés d assurance américaines, japonaises et européennes ne sont pas prêtes, malgré les promesses faites par Beijing. Un ex. : le secteur européen de l assurance a reçu la promesse de 7 licences, qui devaient toutes être accordées dans les 60 jours suivant la signature de l accord bilatéral, le 19 Mai, entre les 2 parties. Jusqu à ce jour Beijing n a remis que 2 licences.

Concernant Taiwan : Beijing veut que l OMC accueille comme un "Territoire Douanier Séparé " et reconnaisse comme faisant partie intégrante de la Chine à l OMC. Les USA et d autres membres sont opposés à cette disposition. Les délégations devraient se rencontrer à nouveau fin Septembre mais d autres rendez-vous seront nécessaires pour progresser.

L entrée de la Chine va-t-elle améliorer les rapports avec l Inde ou au contraire les aiguiser ?

On s attend à ce que le commerce entre les deux pays qui atteint pour le moment 2 Mds$ annuels, pourrait s élever à 10 Mds$. Cela pourrait également dénouer les tensions existant entre eux depuis des années. On doit cependant se rappeler qu ils sont concurrents sur de nombreux secteurs d exportation, notamment les produits de consommation courante. Mais ils sont tous deux d accord pour que leur présence combinée à l OMC permette la création d une alliance stratégique régionale en mesure de bloquer les normes qui sont favorables aux pays riches, particulièrement les mesures anti-dumping utilisées aussi bien par les USA que par l UE.

Les chances de la tenue d un nouveau Round évaluées au Forum Economique Mondial de Melbourne.

Alors qu un consensus général sur la nécessité d un nouveau round semble émerger entre les pays de l OCDE, un accord sur le contenu des négociations, sur le lieu et quand elles devraient se tenir demeure très incertain. Selon le DG Adjt de l OMC, Andrew Stoler, qui s est déclaré optimiste sur la perspective d un nouveau round "dans les douze prochains mois ", de grands progrès ont été accomplis en ce qui concerne l agriculture et les services dans le cadre de rencontres bilatérales en cours depuis Janvier dernier.. Il reste cependant à traduire ces développements en accord multilatéral. A cette heure, le Quatar a été le seul pays à se porter volontaire pour accueillir la nouvelle Conférence ministérielle.

De façon plus générale, un autre obstacle au lancement d un nouveau round est la crédibilité dans le processus de globalisation. Les manifestations de rue à Melbourne ont une fois de plus attiré l attention sur la désaffection d un grand nombre de secteurs avec la tournure actuelle que prend une intégration économique mondiale croissante. Ces protestations ont confirmé la position prise par beaucoup d ONG quant au fait que l OMC est faiblement armé pour traiter des implications de ses décisions sur le plan social et environnemental. Vandana Shiva, par ex. a montré que des modèles alternatifs à la globalisation, plaçant les besoins humains de base au dessus de la profitabilité des entreprises sont nécessaires pour assurer un développement correct.

Certains PVD en ont profité pour décrier les perspectives de libre-échange globalisé. C est ainsi que le Ministre du Commerce indonésien a avancé que ceux qui parmi ces pays libéralisaient trop vite risquaient d encourir des déficits commerciaux ingérables, une balance des paiements déficiente et une croissance atone. Selon lui, un nouveau round aurait pour résultat d ajouter de nouvelles obligations et



engagements à un moment où l Indonésie est toujours en train d absorber le choc entier des accords actuels sur son économie... Une consolidation est nécessaire avant toute reprise. En fait la round devrait être conditionné et entièrement axé sur les aspirations des PVD. A.Stoler estime, lui, que la probabilité qu un nouveau round basé "exclusivement sur les intérêts des PVD lui paraissait un peu douteux".

Nouvelles d Asie

En l absence d accord multilatéral, après l échec de Seattle, plusieurs pays d Asie sont en train de conclure des accords bilatéraux régionaux. Ainsi le Corée du Sud pousse la Chine et le Japon à conduire une étude de faisabilité en vue d examiner les possibilités d une ZLE régionale. La Nouvelle-Zélande, d accord avec l Afrique du Sud et Oman, a demandé la signature d un accord de libre-échange avec l Inde, qui maintient le tarif douanier le plus élevé de tous les PVD.. Tous ces accords pourraient servir de tremplin pour ranimer l ASEAN ainsi qu à aider à la libéralisation des pays de l APEC.

Par ailleurs, en raison de la pression des syndicats US, les investissements directs US au Bengladesh ont diminué de 51 % en 99-2.000. L AFL-CIO exige que le système de préférences généralisées (GSP) d exportations accordé à ce pays soit révoqué par les USA si l activité syndicale n y était pas autorisée. Les investisseurs craignent qu en cas de retrait du GSP la rentabilité de leurs actifs s en trouve affectée.

Le nouveau régime fiscal des filiales des entreprises de ventes US à l étranger (FSC)

Après la condamnation des USA par le panel de l ORD contre son système fiscal des FSC, suite à la plainte de l UE qui le considérait comme une subvention déguisée accordée à ses entreprises, la Chambre des Représentants a voté une nouvelle loi permettant à ces sociétés (telles Microsoft et Boeing) de bénéficier d exemptions fiscales allant jusqu à 6 Mds$. Pour l UE, ce nouveau régime demeure cependant une subvention au commerce; elle a donc menacé les USA d une part d une nouvelle action au sein de l OMC et d autre part de l application de sanctions en cas de promulgation de cette loi. Cependant, compte tenu du nombre de lois budgétaires qui restent à voter avant la prochaine élection présidentielle, le Sénat ne pourra pas voter le texte avant l échéance. Il ne semble pas politiquement réaliste, par ailleurs, de faire passer ce texte de loi controversé, si près d une élection.

Concernant le règlement du litige UE-USA sur l importation du boeuf aux hormones US, Bruxelles, qui a déjà levé les contrôles vétérinaires sur les importations de boeuf US sans hormones, tente de trouver un compromis permettant aux fermiers US d obtenir un quota d importation de boeuf sans hormones plus élevé en échange de la levée des sanctions. L UE s engageraient alors dans des règlements compensatoires plutôt que de supporter les sanctions. Le contrôle vétérinaire avait provoqué des retards qui, en raison de leurs coûts, avaient découragé beaucoup d éleveurs US. Les USA ont néanmoins indiqué qu un tel compromis ne pourrait être qu une mesure transitoire.
Réunion de l OMC pour redresser les déséquilibres constatés dans l application de l Uruguay Round.

Les discussions portent sur la série de problèmes dans l application de cet accord souligné dans le § 21 du projet de déclaration à la Conférence de Seattle. Les demandes qui émanent des PVD, portent sur la révision des accords existants concernant la balance des paiements, les règlements antidumping, les textiles, les subventions, la propriété intellectuelle, les mesures sanitaires et phytosanitaires entre autres. D autres réunions doivent se tenir jusqu en 2001

Une déclaration d un PVD au Sommet du Millenium de l ONU

Le premier ministre de Ste-Lucie a demandé " Y -a-il un espoir quand l OMC a orchestré la destruction des économies des petits pays des Caraïbes par ses règlements qui condamnent les arrangements préférentiels de commercialisation de leurs bananes avec l Europe comme contraires au libre-échange ? Où se trouve l équité, la justice et la simple correction quand d autres PVD participent à cette attaque contre nos moyens d existence ? "

La "pensée" du jour du philantrope (mais pas démocrate) Soros.

"L ONU n est pas l organisation adéquate pour le type de décisions que l on doit prendre en matière économique, essentiellement parce que c est une organisation où CHAQUE ETAT DOIT DONNER SON ACCORD. "



Coïncidant avec le Sommet du Millenium et la réunion du FMI à Prague, une coalition d ONG a rendu publique une proposition pour réduire les pouvoirs de l OMC. Cette proposition vise à délimiter la liste des produits "marchandisables" sur le marché mondial et rejette le régime international des brevets selon le TRIPs qui permet le brevetage du vivant.

Mises en place de Zone de libre-Echange Africaines.

La ZLE de l Afrique Méridionale a démarré le 1er Septembre. Elle compte actuellement 11 Membres. La Zambie devrait la rejoindre prochainement et les 3 autres membres de la Communauté de Développement de l Afrique Méridionale, SADC (Angola, RDC et Seychelles) un peu plus tard. L abolition des tarifs douaniers devrait être effective d ici fin 2012. L Afrique du Sud qui en est l Etat le plus développé économiquement, a proposé de muscler l Industrie de ses voisins plus pauvres, comme le Mozambique. L Ouganda qui appartient déjà au COMESA (Marché Commun de l Afrique de l Est et du Sud) devrait demander son adhésion à la SADC.

De leur coté les 21 membres du COMESA devraient signer l accord d association d ici fin Octobre, malgré le retrait de la Tanzanie (qui fait aujourd hui partie de la ZLE d Afrique Méridionale) L UE a servi de modèle au COMESA : abaissement des barrières douanières (actuellement de 8 à 38 %) entre les Etats membres suivi de la mise en place d un Tarif extérieur commun en 2004. Le commerce régional ne représente que moins de 7 % de ses échanges globaux. Plusieurs Etats du Sud du continent font partie à la fois du COMESA et de la ZLE de l Afrique Méridionale.

Groupe de travail « Traités internationaux ». omc.marseille@attac.org Où que vous soyez, vous pouvez aider ce groupe thématique, il suffit de le contacter... Merci

Le FMI et la Banque Mondiale sur le point d annoncer l amélioration du programme de la dette.

Ci-dessous se trouve l Information en une du New York Times d aujourd hui (dimanche) qui annonce que le FMI, la Banque Mondiale et leurs principaux « actionnaires » (les gouvernements du G7) sont tombés d accord sur une amélioration de leur programme de gestion (« allègement ») de la dette, l Initiative pour les Pays Pauvres Lourdement Endettés (HIPC). Ce programme initié en 96 a été révisé au sommet du G7 de Cologne en 97.

Cet article, basé sur des « fuites » avant l annonce officielle, n est pas très précis. L accent est mis sur le fait que les conditions les plus draconiennes liées à l allègement de la dette seront mises de coté afin que l allègement puisse avoir lieu plus rapidement. On ne sait pas si les conditions écartées seront les Programmes d Ajustement Structurel (SAPs) : les conditions détaillées dans l article concernent l utilisation des fonds économisés.

Beaucoup, dont le réseau « 50 Years Is Enough » estiment que le principal problème posé par le programme HIPC est que ses bénéfices souvent limités (et parfois même nuls, comme dans le cas la Zambie qui paiera plus après qu avant le programme) sont conditionnés à l application de programmes d ajustement structurel, ces politiques désastreuses qui ont fait des ravages dans plus de 90 pays du monde. Quel intérêt d éliminer la dette si ces pays doivent subir les politiques d austérité auxquelles la dette les a longtemps condamnés. Nous estimons que le programme HIPC n est qu une duperie destinée à persuader les pays en difficulté de rester dans le « système » et d adopter des SAPs. Notre opinion est que le but non avoué de ceux qui contrôlent le FMI et la Banque Mondiale est l imposition de SAPs : ils feront peut-être des concessions sur certains points, mais n abandonneront les SAPs que sous la pression populaire. Il sera donc intéressant de vérifier si ces mesures sont effectivement mises de coté ou non.

Le dernier paragraphe de l article suggère que les SAPs seront toujours partie de l HIPC, qu avant de se réjouir il faudra examiner avec précaution les futurs changements. « Un haut fonctionnaire de l administration a déclaré vendredi que le Département du Trésor a approuvé l accélération du processus d allègement de la dette décidés par les créditeurs. Cependant, il a affirmé que ce n était qu un voile pudique plus destiné à apaiser la contestation qu à réellement alléger la dette. Il a déclaré que les Etats-Unis ne permettraient pas à des pays de voir leur dette allégée si ces pays ne s engagent pas à suivre des politiques de réduction de la pauvreté contrôlées ».

Il est également intéressant de noter que :
-James Wolfensohn, président de la Banque Mondiale, explique pourquoi l accélération du HIPC a été décidée : « Ce sujet a pris une importance extraordinaire au plan politique,



nous n'avions pas le choix ». Wolfensohn n'est pas l'homme public le plus politiquement correct. Il peut être connu pour parler de la dette comme d'un sujet humanitaire, mais ici il reconnaît l'importance du mouvement Jubilé 2000 et le fait qu'il ne symbolise la le progrès en matière de dette et de pauvreté – qu'en fait il fait partie du problème et qu'il est obligé d'agir.
-- L'article annonce que la Banque Mondiale va créer un nouveau « fond qui, grâce à des prêts à taux réduit, permettra aux pays de mettre des politiques anti-pauvreté en application » grâce à quoi.

Soren Ambrose
Réseau « 50 Years Is Enough ».

Les pays riches annoncent le doublement du nombre de pays concernés par l'allègement de la dette.

Par Joseph Kahn
Washington, 16 septembre 2000

Alors que les pays riches traversent une période de prospérité sans précédent, leurs dirigeants engagent une grande campagne pour doubler le nombre de pays concernés par l'allègement de la dette d'ici la fin de l'année.

Ces pays s'engagent à assouplir les conditions habituellement imposées aux pays qui veulent faire annuler leur dette.

Cet engagement, qui doit être annonce lors du sommet des créditeurs internationaux la semaine prochaine à Prague, est destiné à répliquer à l'un des arguments récurrents des protestataires anti-mondialisation qui ont troublés les derniers rassemblements des ministres des finances et des affaires étrangères : en ces temps d'opulence, beaucoup des nations les plus pauvres deviennent de plus en plus endettées.

Un haut fonctionnaire de l'administration a déclaré vendredi que le Département du Trésor a approuvé l'accélération du processus d'allègement de la dette décidés par les créditeurs. Cependant, il a affirmé que ce n'était qu'un voile pudique plus destiné à apaiser la contestation qu'à réellement alléger la dette. Il a déclaré que les Etats-Unis ne permettraient pas à des pays de voir leur dette allégée si ces pays ne s'engagent pas à suivre des politiques de réduction de la pauvreté contrôlées.

L'accélération de l'allègement de la dette d'ici la fin de l'année, provoquée principalement par les ministres des finance européens, où la dette est devenue un sujet politique important, montre que ministres et institutions créditrices sont en train de changer leurs priorités. Jusqu'à l'année dernière, ils luttaient pour éviter que la panique qui a secoué beaucoup de marchés émergents ne se transforme en une récession globale. Cette année, ils prévoient de lancer un ensemble de mesures anti-pauvreté, d'allouer des fonds pour lutter contre le SIDA et développer l'éducation, ou encore d'effacer les vieilles dettes contractées par les pays les plus pauvres d'Afrique et l'Amérique Latine.

Cette focalisation sur la pauvreté est rendue possible par le fait que l'économie mondiale s'est rarement aussi bien portée.

Le Fonds Monétaire International, qui publiera sont étude économique annuelle la semaine prochaine, prévoit une croissance mondiale de 4,7% pour cette année, le chiffre le plus élevé depuis la fin des années 80, voire depuis la fin des années 60, à une époque où la moitié du monde vivait en autarcie économique.

De tous les pays développés, seul le Japon a encore à prouver qu'il peut profiter pleinement de la globalisation.

Une fois le plan adopté, les ministres des finances prendront des mesures complexes afin que 10 pays, dont 9 africains, puissent commencer à utiliser environ 17,5 milliards de dollars qu'ils auraient dû réserver au remboursement de la dette cette année.

A moins que les pays les plus industrialisés aient accepte d'alléger les conditions, Ils ne seront pas en mesure de respecter leurs engagements -- pris à Cologne lors d'un sommet en 99 -- comprenant l'effacement des dettes d'au moins 20 pays avant l'an 2000.

"Nous reconnaissons que nous l'avons repoussé au maximum", a dit James D. Wolfensohn, président de la Banque Mondiale. "Si nous attendons encore plus longtemps nous n'y arriverons pas. Il y a d'énormes enjeux politiques, et nous devons y parvenir".

Selon Mr. Wolfensohn ainsi que d'autres fonctionnaires, les créditeurs globaux vont continuer a réclamer de la part des pays endettés qu'ils prévoient des stratégies visant a utiliser les fonds libérés - l'idéal étant de les répartir dans l'éducation, la santé et la lutte contre la pauvreté.



Sous une forte pression des Etats Unis, les organisations créditrices ont exigé que les pays candidats à l'effacement de leur dette s'engagent, documents écrits a l'appuis, sur des programmes anti-pauvreté, comprenant des mesures pour l'éducation, la santé, et le développement rural. Ils devront aussi détailler les rôles respectifs du gouvernement, du secteur privé et des organisations humanitaires.

Les conditions ont été conçues pour s'assurer que l'argent ne sera pas dilapidé a des fins inutiles ou douteuses.

Mais cela prend des mois, voire des années pour parvenir à remplir ces conditions et cela coûte souvent cher aux pays candidats. La frustration engendrée a poussé quelques nations à se retirer ou menacer de retirer leur demande.

Maintenant les organisations créditrices ont accepté de commencer a diminuer les dettes des pays qui montreraient quelques volonté d'élaborer de telles stratégies, avec à terme un effacement total de la dette si les programmes demandés initialement ont été appliqués.

La Banque Mondiale, le Fond Monétaire International et d'autres organisations créditrices majeures ont aussi accepté d'être moins exigeants quant aux preuves que les pays fourniront sur leur capacité à utiliser l àrgent des aides, par exemple en montrant pendant quelques années qu'ils arrivent a se débrouiller, avec le remboursement des dettes toujours sur leur tête, avant de voir leur dettes s'effacer.

Les fonctionnaires des organisations créditrices pensent que cet allégement des conditions va permettre de finir de traiter au moins 10 des 14 demandes d'effacement de dette dans les 3 mois, un pronostic bien plus optimiste que ceux que les organismes créditeurs annoncent.

Dix nations on déjà obtenues un plan d'effacement de dettes en se pliant aux plus dures des exigences requises.

Parmi celles considérées comme éligibles a l'effacement de l'a dette d'ici la fin de l'année on trouve les nations suivantes : Cameroun, Tchad, Gambie, Guyana, Guinée-bissau, Malawi, Nicaragua, Rwanda et Zambie.

La Banque Mondiale se prépare à annoncer a Prague qu'elle bloquera plusieurs milliards de dollars pour des prêts a faibles taux d'intérêt afin d'aider les nations concernées a mettre en place les programmes anti-pauvreté.

Leur objectif est de transformer l'effacement des dettes en de nouveaux prêts, ce qui permettrait aux organismes créditeurs de garder leur rôle de contrôle tout en allégeant la dette.

L'intérêt renouvelé pour l'effacement des dettes est une victoire importante pour une coalition de groupes religieux, de bienfaisance, ou de pression qui se sont battu depuis plusieurs années pour que l'effacement de la dette des pays pauvres soient mis a l'ordre du jour.

Les leaders financiers ont été sévèrement critiqués pour avoir retardé au maximum cette échéance.

On attend 20,000 manifestants à Prague pour le sommet du G7, qui commence par des réunions d'ordre secondaire, et débutera réellement la semaine prochaine.

Les organisateurs craignent que les membres de mouvements alternatifs radicaux européens ne se rassemblent a Prague pour cette occasion et posent de gros problèmes a une police tchèque peu expérimentée. Comme lors des précédentes manifestations anti-globalisation à Washington, Seattle et Cologne, Jubilé 2000, une coalition de militants pour l'effacement de la dette des pays pauvres, qui préconise les contestations non violentes, a aussi prévu de manifester.

La plupart des opposant ont avancé le fait que la globalisation tend à accroître les bénéfices des multinationales sur le dos des pauvres. Ils voient les lourdes dettes des pays en voie de développement comme une preuve de leurs arguments.

Les critiques affirment que les organismes créditeurs accordent des milliards de dollars de prêts tout en demandant que les nations concernées adoptent rapidement des politiques capitalistes comme le libre échange, la libre circulation des capitaux, et des contrôles de déficit de l'état.

Ils disent que cela n'arrange pas les choses, appauvrissant encore plus les pauvres qui, tout comme des joueurs endettées, se retrouvent pris à la gorge par des crédits à haut taux d Intérêt.

Les organismes créditeurs -- ainsi qu'une grande partie des nations les plus riches du monde -- ne sont pas d'accord avec cette analyse.



Mais, poussée par un intérêt soudain de la part des européens, où le Jubilé 2000 regroupe d'importantes forces politiques, les organismes créditeurs utilisent l'effacement de la dette comme un moyen pour aider les pays les plus pauvres a s'adapter la mondialisation.

Gordon Brown, Le chancelier de l'échiquier britannique, et le dirigeant actuel du comité des nations qui établit les objectifs a échelle mondiale des organisme créditeur, a été le champion des effacements de dettes, selon les fonctionnaires des agences créditrices. Il a insisté pour que les organismes créditeurs parviennent a leurs objectifs de 20 dettes effacées pour l'an 2000, même si cela implique un allégement des contraintes qu'ils fixent à ces nations.

M. Brown a mis l'accent sur le fait que cette accélération dans l'effacement de la dette était gênante pour le secrétaire du Trésor, Lawrence H. Summer. Bien que Mr. Summer aille dans le sens de l'effacement des dettes, il a aussi insisté sur le fait que les nations concernées doivent développer complètement leur stratégie de répartition de l'argent, et que sans cette condition remplie, des pays pourraient se voir refuser l'effacement prématuré de leur dettes.

Les politiques intérieures ont aussi joué un rôle. Le congrès américain, à majorité républicaine, a été moins préoccupé par l'effacement de la dette que les parlements européens. Bien que l'administration Clinton soit optimiste sur l'acceptation par le Congrès d'un apport de 435 millions de dollars pour payer la part des Etats Unis dans l'effacement de la dettes, de récents engagement ne comprennent que l'allocation d'une petite part de l'argent requis.

M. Summer craint un retournement important contre l'effacement de la dette de la part du Congrès si l allègement est donné sans contrepartie, ou si une nation qui obtient cet effacement utilise ensuite l'argent dans de la corruption.

Un haut fonctionnaire de l'administration a dit vendredi que le Département du Trésor a approuvé l'approche de l'effacement de la dette faite par les organismes créditeurs. Mais il pense que tout cela n'est qu'une façade pour calmer les protestants, et n'apporte pas de changements réels dans le processus d'effacement de la dette. Il a dit que les Etats-Unis ne laisserait aucune nation se voir sa dette effacée sans s'être au préalable engagé quant à l'utilisation de l'argent dans des programmes anti-pauvreté contrôlés.

Traduction Baptiste Pesquet et Clovis Tauber, traducteurs bénévoles coorditrad@attac.org

Vous avez rendez-vous avec ATTAC

D'ici au prochain numéro du Courriel d'information voici quelques rendez-vous d'ATTAC et de ses groupes locaux auxquels vous pouvez participer. Pour plus d'information, n'hésitez pas à consulter notre calendrier <http://attac.org/rdv/>

- Vendredi : LIEGE – BRUXELLES – SALON DE PROVENCE – BOURGES – PARIS (Cycle Amérique latine) – REZE – LAVAL – CAYENNE
- Samedi : PARIS 11 – MONTREUIL – GRENOBLE – PARIS (Cycle Amérique latine) – BOURGES – QUIMPERLE
- Dimanche : PARIS 11 – PARIS 09/10 – PARIS 15 – BOURGES – GRASSE – QUIMPERLE – ST MARTIN D HERES
- Lundi : NANCY – BORDEAUX – GARDANNE – PERTUIS – BOURGES – VILLELAURE
- Mardi : PARIS (Cycle Amérique latine) – NANTES – PARIS 11 – PARIS 15 – BORDEAUX – SALON DE PROVENCE – BOURGES – SOPHIA ANTIPOLIS - ROUEN